

## Étude économique de la Turquie, 2008

**Comment maintenir une croissance élevée ?**

**Une nouvelle règle budgétaire est-elle effectivement nécessaire ?**

**Comment restaurer la crédibilité de la politique monétaire ?**

**Les entreprises du secteur formel ont-elles besoin d'une réglementation plus flexible ?**

**La réforme du marché du travail est-elle la première des priorités ?**

**Pourquoi la transparence financière est-elle essentielle ?**

**Pour plus d'informations**

**Références**

**Où nous contacter ?**

**L'Observateur** ocde

### Résumé

Les vastes réformes institutionnelles et structurelles menées après la crise de 2001 se sont traduites par une période sans précédent de forte croissance jusqu'en 2007. Ces derniers temps, toutefois, des tensions sont apparues et la croissance a ralenti sous l'effet d'une érosion de la compétitivité dans de grands pans de l'économie, de la dégradation de la conjoncture internationale et d'un fléchissement de la confiance interne. En prenant de nouvelles initiatives pour renforcer le cadre de la politique macroéconomique, mais aussi rehausser la compétitivité de l'industrie et sa capacité à créer des emplois, les autorités aideraient l'économie à retrouver une trajectoire de croissance plus vigoureuse. Les principaux défis à cet égard sont les suivants :

- préserver l'acquis de l'assainissement budgétaire et rendre la politique budgétaire plus compatible avec une croissance plus élevée ;
- relancer le processus de désinflation et mieux aligner les politiques structurelles et la politique budgétaire sur le cadre de ciblage de l'inflation ;
- réduire les obstacles à l'emploi formel afin de mobiliser le potentiel de productivité et d'améliorer la résilience de l'économie turque.

### Consolider la politique macroéconomique

Dans le domaine de la **politique budgétaire**, les gains induits par les récentes réformes budgétaires institutionnelles et le processus énergique d'assainissement budgétaire devraient être préservés, et la crédibilité renforcée, durant la transition après la phase de surveillance par le FMI. *On peut y parvenir en appliquant des plafonds de dépenses pluriannuels associés à un objectif d'excédent primaire, pour continuer de réduire le ratio d'endettement public.*

Cette Synthèse présente les évaluations et les recommandations de l'Étude économique de la Turquie pour 2008. Le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, composé des 30 pays membres de l'Organisation et de la Commission européenne, est responsable de ces Études. Le Département des affaires économiques prépare un projet d'étude qui est ensuite modifié sur la base des délibérations et publié sous la responsabilité du Comité.

Dans le domaine de la **politique monétaire**, la stratégie de désinflation de la Banque centrale doit s'appuyer sur des actions plus globales pour améliorer les anticipations d'inflation, notamment la mise en œuvre intégrale d'un cadre budgétaire robuste, des réformes du régime de la concurrence visant à modérer la hausse des prix des services, et des mesures incitant les partenaires sociaux à adopter l'objectif d'inflation comme point d'ancrage pour la détermination des prix et des salaires.

### **Renforcer la compétitivité et la capacité de création d'emplois du secteur des entreprises**

Le secteur des entreprises doit répondre à la concurrence croissante des pays à faibles coûts et à l'appréciation tendancielle de la monnaie en termes réels en accélérant les gains de productivité, en maintenant la progression des salaires au diapason de la productivité et en développant l'innovation et la différenciation des produits. Ces actions doivent être menées non seulement dans les segments les plus avancés de l'industrie, mais aussi dans les activités traditionnelles à forte intensité de main-d'œuvre.

Il convient de mobiliser la productivité latente et le potentiel de compétitivité en facilitant l'entrée dans le secteur formel et en encourageant ainsi les entreprises, qui utilisent plus pleinement les ressources en technologie moderne, en main-d'œuvre qualifiée, en capital et en IDE.

Deux grandes priorités s'imposent pour promouvoir la croissance du segment le plus productif de l'économie : i) réformer la réglementation du marché du travail afin de surmonter le clivage entre des pratiques d'emploi respectueuses du droit, mais rigides, et des pratiques très flexibles, mais contraires à la loi, et ii) améliorer les marchés du financement des entreprises pour permettre à celles qui rejoignent le secteur formel d'accroître rapidement leur base de fonds propres, leur capacité de production et leur productivité.

En approfondissant les initiatives de réforme récemment lancées dans ces domaines, la Turquie pourra raffermir les perspectives d'emploi de sa population urbaine d'âge actif en pleine expansion, restaurer totalement la confiance dans ses perspectives de croissance, améliorer ses primes de risque et sa cote de solvabilité et s'inscrire ainsi dans une trajectoire de rattrapage plus rapide. ■

## Comment maintenir une croissance élevée ?

Au cours des deux décennies écoulées, la Turquie est parvenue à se réorienter vers une stratégie de croissance fondée sur des marchés ouverts et concurrentiels. Cependant, l'instabilité macroéconomique récurrente a freiné la croissance tendancielle. La reprise après la crise de 2001 a instauré une période sans précédent de croissance élevée et fait apparaître les premiers signes palpables d'un rattrapage et d'une convergence soutenus. À l'heure actuelle, la Turquie traverse une difficile période de transition entre la « reprise postcrise » et une trajectoire durable de croissance élevée. Les principaux défis qui se posent pendant cette transition sont les suivants :

- Préserver l'acquis de l'assainissement budgétaire et gagner de la crédibilité avec une règle budgétaire qui autorise le classement des programmes de dépenses par ordre de priorité, évite les politiques procycliques et atténue le sentiment de risque chez les investisseurs internationaux.
- Permettre à la politique monétaire et au ciblage de l'inflation d'agir jusqu'au bout, en inscrivant plus clairement les autres politiques, en particulier les politiques structurelles, sur une ferme trajectoire de désinflation, et en veillant à ce que la politique budgétaire appuie cet objectif.
- Réduire les obstacles à l'emploi formel afin de mobiliser le potentiel de productivité et d'améliorer la résilience de l'économie turque.

Réaliser cette transition est loin d'être simple, comme en témoignent la nervosité des marchés de capitaux, la volatilité accrue du taux de change, la montée des tensions dans l'économie, ainsi que l'évolution décevante de la croissance depuis le milieu de 2007. S'engager sur une nouvelle trajectoire durable de croissance élevée exigera des mesures de politique économique, mais des tensions politiques internes et externes compliquent le processus décisionnel. En outre, il faut prendre soin de quitter de manière appropriée la tutelle du FMI, qui a été un gage de transparence accrue et de crédibilité. Toutefois, si elle relève les défis ci-dessus au moyen de réformes décisives, la Turquie pourra exploiter plus pleinement ses avantages comparatifs, recueillir les fruits de la mondialisation et de l'ouverture des marchés financiers et améliorer sa résilience face aux chocs internationaux négatifs.

En 2001, après l'épisode le plus sévère d'une série de cycles d'expansion-récession, les autorités ont mis en œuvre un programme de réformes budgétaires, monétaires et institutionnelles fondamentales. Confortée par un environnement international favorable et par l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, l'économie a affiché un taux de croissance moyenne de près de 7 % sur la période 2002-07, amorçant opportunément un processus de rattrapage de la moyenne OCDE. De fortes créations d'emplois dans l'industrie et les services ont coïncidé avec des sorties de l'agriculture, tandis que l'inflation a décliné. Un excédent budgétaire primaire de l'ordre de 6 % du PIB a été dégagé pendant plusieurs années, et la dette publique a été abaissée et inscrite sur une trajectoire soutenable.

Au cours de la même période, les entrées de capitaux se sont accélérées sous l'effet de taux d'intérêt réels très élevés et de possibilités de rendements lucratifs, ce qui a entraîné une forte hausse du taux de change en termes réels – sauf pendant de brèves périodes marquées par des chocs internationaux ou intérieurs négatifs. Si l'appréciation tendancielle a contribué à la désinflation, elle a aussi aggravé les problèmes que les industries exportatrices traditionnelles de la Turquie rencontrent face à la concurrence des pays émergents à faibles coûts. Les industries de pointe ont bien résisté et ont créé de nouvelles possibilités d'emploi, mais les industries traditionnelles, tributaires d'une main-d'œuvre peu qualifiée, principale ressource de l'économie turque, ont eu tendance à perdre des parts de marché et ont été confrontées à une vive accélération de la pénétration des importations. L'emploi dans ces secteurs a diminué, et comme la reconversion a été entravée par des inadéquations régionales et en termes de qualifications, la création nette d'emplois de l'économie dans son ensemble est devenue nettement inférieure à l'accroissement de la population d'âge actif. Le taux d'emploi total a baissé en conséquence et le taux de chômage global a légèrement augmenté.

Un déficit extérieur est apparu du fait de la vigueur de la demande intérieure alimentée par les entrées de capitaux, de la pénétration croissante des importations et de la flambée mondiale des prix de l'énergie et des matières premières. Ce creusement du déficit extérieur a rendu la Turquie plus vulnérable aux changements d'humeur des investisseurs. Pourtant, selon les analyses développées pour la présente *Étude*, si l'on considère les paramètres économiques fondamentaux, l'évaluation du risque de la Turquie par les marchés financiers aurait dû s'améliorer davantage qu'elle ne l'a fait effectivement tout au long des années 2000. La révision systématique des comptes nationaux de la Turquie en mars 2008, qui a eu pour effets de majorer le PIB de plus de 30 % et de ramener les ratios dette publique/PIB et déficit courant/PIB à des niveaux plus gérables, a également renforcé les perspectives d'un relèvement de la cote de solvabilité. Toutefois, celui-ci ne s'est pas concrétisé, du fait de la dégradation des conditions financières internationales et de la situation politique intérieure au premier semestre 2008. Ces événements ne font que confirmer la nécessité d'engager de nouvelles réformes structurelles pour rendre la Turquie moins tributaire de circonstances extérieures favorables.

Au début de 2008, d'importantes tensions sont apparues dans le paysage politique intérieur, avec une dégradation parallèle des conditions sur les marchés financiers internationaux. Le taux de change s'est déprécié d'environ 14 % sur les quatre premiers mois de 2008. Cette baisse a permis de récupérer en partie les pertes antérieures de compétitivité, mais les taux d'intérêt ont aussi augmenté considérablement, l'inflation effective

et les anticipations inflationnistes se sont accélérées pour dépasser les objectifs, et la croissance des marchés d'exportation de la Turquie s'est modérée. Dans ces conditions, la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprise a faibli et les prévisions macroéconomiques pour 2008 et 2009 sont actuellement les plus sombres de la période postérieure à 2001.

*Afin de déclencher une reprise, il faut restaurer la confiance dans la stabilité du cadre général de gouvernance et offrir au secteur des entreprises, des conditions structurelles plus stimulantes.* Le retour à une trajectoire de croissance plus vigoureuse avec reprise de l'emploi contribuerait à raffermir la confiance intérieure et internationale et à améliorer les conditions requises pour une baisse des primes de risque, une remontée de la cote de solvabilité et une accélération de l'investissement et de la croissance. Si cette embellie se produit, la Turquie sera probablement confrontée au défi d'une forte appréciation de la monnaie en termes réels, et il sera d'autant plus indispensable de hâter les réformes structurelles requises pour y faire face. ■

### Une nouvelle règle budgétaire est-elle effectivement nécessaire ?

Après six années d'une politique budgétaire très restrictive, étayée par l'accord avec le FMI qui fournissait un point d'ancrage central décisif pour rétablir la stabilité macroéconomique, la Turquie se heurte à la difficulté de trouver un équilibre approprié entre les horizons contradictoires de plusieurs objectifs importants :

- maintenir une orientation rigoureuse de la politique budgétaire, tout en
- renforçant les services publics qui stimulent la croissance, et
- en réduisant simultanément les éléments du système fiscal qui créent le plus de distorsions.

L'accord avec le FMI ayant pris fin en mai 2008, la Turquie devrait mettre en place un cadre crédible pour préserver la confiance acquise sous la surveillance du FMI, tout en opérant les modifications nécessaires de la structure des recettes et des dépenses. La décision des autorités de publier, à partir de 2009, l'intégralité des comptes des administrations publiques sur la base des normes comptables internationales constituera une étape importante dans l'amélioration de la transparence budgétaire, et elle devra être mise en œuvre dans les délais prévus. Suite au ralentissement macroéconomique qui met à l'épreuve les finances publiques, la transition à un nouveau plan doit aussi être étayée par un cadre de gestion budgétaire robuste, de façon à dissiper les incertitudes des investisseurs nationaux et étrangers. Le cadre budgétaire à moyen terme récemment annoncé donne des directives satisfaisantes concernant les marges budgétaires disponibles dans les années 2008-12, mais il appelle un large éventail de mesures.

La Turquie se trouve dans une situation très favorable pour s'orienter vers cette nouvelle stratégie budgétaire. Grâce à la rigueur budgétaire passée, la dette publique s'inscrit dans une trajectoire viable et les institutions budgétaires sont en voie de modernisation, avec des réformes du cadre juridique et institutionnel, notamment une nouvelle loi sur la gestion

et le contrôle des finances publiques. En raison d'une forte poussée des dépenses, imputable notamment au système de sécurité sociale, toutes les dispositions de la nouvelle loi n'ont pas pu être pleinement appliquées jusqu'ici : des dépassements de dépenses en 2007 ont signalé l'urgence d'une application intégrale du nouveau cadre. En outre, pour compléter l'ancien repère constitué par l'excédent primaire – qui a exercé une influence cruciale tout au long des années 2000 pour abaisser la dette publique et remettre les finances publiques sur une trajectoire viable, mais qui est moins utile comme point d'ancrage exclusif de la politique budgétaire à plus long terme – il serait souhaitable de mettre en place des plafonds de dépenses pluriannuels pour les principales catégories de dépenses. Selon l'Étude, les nouveaux dispositifs budgétaires de la Turquie devraient être intégralement mis en œuvre et appliqués, et complétés par des plafonds de dépenses pluriannuels effectifs.

La nouvelle règle du cadre budgétaire devrait spécifier non seulement la trajectoire d'excédent primaire compatible avec la viabilité de la dette publique, mais aussi le volume total et la structure des recettes nécessaires pour financer le programme de dépenses dans la limite du plafond. La politique budgétaire étant désormais engagée sur une trajectoire soutenable, qui est protégée par le cadre, il est possible de ménager une marge de flexibilité anticyclique appropriée pour soutenir l'économie lorsque la croissance du PIB et les recettes fiscales subissent une baisse conjoncturelle, comme en 2008. Afin de maintenir la crédibilité dans le contexte des récents dérapages budgétaires et durant la transition vers un nouvel accord avec le FMI, les plafonds de dépenses devraient être étayés par un objectif d'excédent budgétaire primaire convenablement défini, qui serait ajustable en cas de circonstances exceptionnelles.

Sur le plan des dépenses comme sur celui des recettes fiscales, la nouvelle stratégie budgétaire exige des institutions budgétaires appropriées ainsi qu'une orientation politique résolue. Un ferme engagement des décideurs publics est en particulier nécessaire pour :

- clarifier et mettre en œuvre les principales priorités de dépenses de la Turquie, notamment dans les domaines critiques de l'investissement en infrastructures et de l'éducation des jeunes et des adultes ;
- adopter des mécanismes de prestation plus efficaces par rapport à leur coût dans les principaux services publics, où le dispositif actuel est généralement coûteux et difficile à surveiller, et appelle une offre plus réactive aux conditions de marché, avec notamment une mise en concurrence des fournisseurs privés ;
- réduire les impôts qui créent le plus de distorsions, notamment en continuant d'abaisser les cotisations de sécurité sociale obligatoires, tout en éliminant les lacunes fiscales les plus manifestes et en renforçant le recouvrement de l'impôt ; et

- *mettre en œuvre intégralement la réforme de la sécurité sociale récemment adoptée et promouvoir un régime de retraite public obligatoire moins coûteux en termes budgétaires, complété par une épargne privée volontaire plus développée, afin de préserver la viabilité du système de sécurité sociale, et réduire les coins fiscaux générateurs de distorsions (voir plus loin). ■*

### Comment restaurer la crédibilité de la politique monétaire ?

La politique monétaire et de change a été l'un des principaux piliers de la reprise survenue après 2001. Toutefois, lorsque la Banque centrale, encouragée par cette réussite, a fixé un objectif d'inflation explicite à moyen terme de 4 % pour 2007-10, cet objectif s'est heurté à d'importants écueils. D'une part, l'inertie de l'inflation et les chocs négatifs sur l'offre ont fait que l'inflation globale s'est établie aux alentours de 9 %. D'autre part, les taux d'intérêt réels prévisibles et les taux de rendement élevés sont devenus très attractifs, alimentant des entrées massives de capitaux et une appréciation de la monnaie. En conséquence, l'économie turque est confrontée à un défi typique des économies en rattrapage performantes : l'inertie de l'inflation exige une politique monétaire restrictive, mais les pertes de compétitivité dépassent apparemment la capacité d'adaptation de certains secteurs et induisent des pressions en faveur d'une réduction des taux d'intérêt et d'un freinage de l'appréciation monétaire. Ce défi s'est accentué à la fin de 2007 et au premier semestre 2008, lorsque l'envolée des prix alimentaires et énergétiques a alimenté l'inflation globale, créant un nouveau risque de dérapage des anticipations inflationnistes. *L'inflation tendancielle* est restée inférieure à *l'inflation globale* pendant quelque temps, mais elle a commencé de s'en rapprocher au printemps 2008, faisant craindre une nouvelle spirale inflationniste. Dans ce contexte, la politique monétaire a besoin de l'appui concerté d'une série d'autres mesures pour relancer le processus de désinflation. C'est alors seulement que la Banque centrale pourra utiliser efficacement ces instruments pour maintenir l'inflation aux alentours de l'objectif. Dans ce contexte, il importe que la révision de l'objectif d'inflation pour les trois prochaines années annoncée par la Banque centrale en juin 2008 apparaisse comme une mesure exceptionnelle consécutive à des chocs imprévisibles. Dans cet environnement, la Banque centrale maintient à juste titre une politique restrictive en dépit de la faiblesse conjoncturelle de l'économie, pour éviter de donner à tort l'impression que les autorités ne sont pas prêtes à aller « jusqu'au bout » pour abaisser les taux d'inflation.

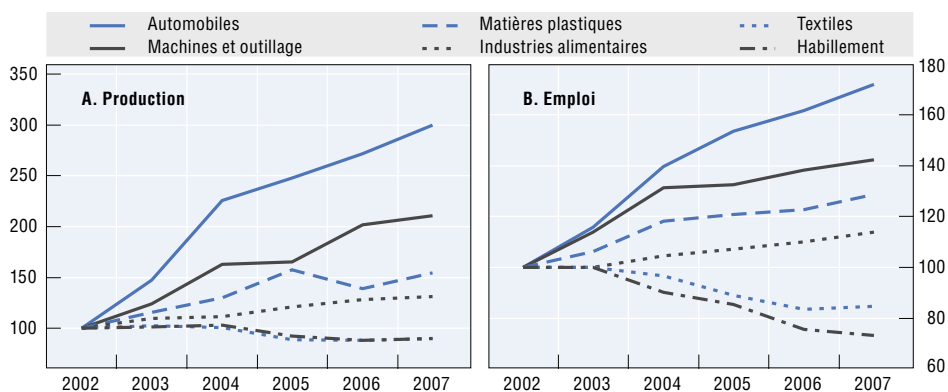
La présente *Étude* fait valoir que la politique monétaire de la Turquie doit être étayée par des politiques qui lui permettent d'atteindre l'objectif pour un coût raisonnable. Comme c'est le cas d'ordinaire dans une économie en rattrapage performante, la production potentielle est un objectif mobile et les pénuries de capacité sont couvertes soit par des importations, soit par de nouveaux investissements. Une politique monétaire restrictive peut agir comme un frein sur l'économie, mais son action aura un coût prohibitif si les anticipations inflationnistes ne sont pas maîtrisées.

Dans ces circonstances, afin de réduire les pressions inflationnistes internes et d'améliorer ainsi les anticipations d'inflation, il conviendrait de recourir à des instruments d'action supplémentaires, notamment des réformes du régime de la concurrence visant à modérer les prix des services, un cadre budgétaire pluriannuel intégralement mis en œuvre, et l'adoption par les employeurs et les salariés de l'objectif d'inflation comme point d'ancrage de leurs stratégies en matière de tarification et de salaires. La réussite de ces politiques atténuerait le poids qui s'exerce sur le taux d'intérêt directeur de la Banque centrale en tant qu'instrument unique pour asseoir la crédibilité de l'objectif d'inflation. ■

**Les entreprises du secteur formel ont-elles besoin d'une réglementation plus flexible ?**

La bonne performance post-crise et la capacité de création d'emplois du secteur des entreprises ont été mises à l'épreuve, indépendamment des chocs intérieurs internationaux du début de 2008. L'intensification de la concurrence des pays à bas coûts et la forte appréciation tendancielle de la monnaie en termes réels ont considérablement affaibli le secteur exposé aux échanges internationaux, en particulier les activités sensibles aux coûts fortement tributaires des intrants locaux et d'une main-d'œuvre peu qualifiée. Étant donné que la main-d'œuvre peu qualifiée est la ressource la plus abondante de l'économie turque et que ces secteurs représentent une forte proportion du total de la production et des emplois, ainsi que des exportations, ces tensions se sont répercutées sur l'économie tout entière. Les activités à l'abri du commerce international ont été initialement stimulées par l'augmentation des revenus des

**Graphique 1. RÉSULTATS DES SECTEURS PERFORMANTS, EN DIFFICULTÉ ET INTERMÉDIAIRES, 2002-07**  
2002 = 100



Source : TURKSTAT et calculs de l'OCDE.

ménages à la faveur de l'appréciation réelle de la monnaie. Toutefois, l'inflation plus forte que prévu et la montée du chômage ont entamé les revenus réels dans l'ensemble de l'économie et affecté le secteur des biens non échangeables, contribuant ainsi à affaiblir la croissance. Un redressement n'est possible qu'avec une amélioration de la compétitivité des activités à forte intensité de main-d'œuvre.

Les gains de compétitivité indispensables pour rééquilibrer la dynamique de la croissance ne peuvent pas provenir d'une inversion de l'appréciation tendancielle réelle de la monnaie induite par les politiques publiques, qui fait partie intégrante du processus de rattrapage. Les chocs externes et internes déclenchent des dépréciations, mais celles-ci se révèlent généralement de courte durée, tandis que la dynamique à long terme des entrées de capitaux reste très vigoureuse. Dans ces circonstances, les gains de compétitivité nécessaires dans le secteur des entreprises ne peuvent être obtenus qu'en stimulant la productivité, en modérant les augmentations de salaire et en opérant une différenciation adéquate de la production (de manière à pouvoir pratiquer des prix inférieurs à ceux des concurrents à bas coûts). En d'autres termes, les progrès passent par un marché du travail flexible et un environnement propice à la concurrence sur les marchés de produits. *L'Étude* confirme que l'industrie a obtenu des résultats remarquables dans ces domaines, mais ces gains se concentrent sur la composante moderne de l'économie. *Les gains de productivité et de compétitivité doivent être étendus à l'économie tout entière à la faveur de réformes supplémentaires.*

Le secteur des entreprises recèle d'importantes réserves de productivité. En effet, une grande partie de l'activité économique est encore réalisée dans des entités formelles et semi-formelles. Si davantage de ressources peuvent être redéployées vers les activités entrepreneuriales formelles, la productivité totale et la performance concurrentielle de l'économie s'amélioreront à la faveur d'un accès élargi aux services financiers, de possibilités accrues de renforcer la division du travail et de développer des avantages comparatifs propres, mais aussi de plus fortes incitations à investir dans le capital humain de l'entreprise. Les entreprises du secteur formel utilisent plus efficacement les ressources en technologie, main-d'œuvre qualifiée, capital et IDE qui deviennent disponibles dans une économie en voie de mondialisation rapide. *Surmonter le dualisme entre les secteurs formel et informel et accélérer le transfert de ressources au secteur formel, tels devraient être les objectifs majeurs des réformes structurelles en Turquie.*

Les autorités ont lancé une série d'importantes initiatives pour renforcer le secteur des entreprises, et la Turquie a commencé à gagner des places dans divers classements internationaux fondés sur les indicateurs des affaires. En particulier, un Programme pour l'emploi adopté en mai 2008 prévoit des mesures énergiques pour réduire les coïns fiscaux sur le travail et encourager les services nationaux de l'emploi à mettre l'accent sur le recyclage de la main-d'œuvre. Toutefois, les progrès ont été limités dans certains des domaines les plus critiques, ce qui nuit à l'efficacité d'autres réformes. Les principales priorités pour promouvoir le développement du secteur formel sont les suivantes :

- *mettre en œuvre une réforme complète des réglementations du marché du travail dans le respect des meilleures pratiques de la zone OCDE ; et*
- *accélérer la modernisation des marchés financiers pour accroître les avantages de l'activité formelle et stimuler l'investissement, la productivité et l'emploi.*

*Instaurer la concurrence sur les marchés de produits et alléger les coûts administratifs de l'activité entrepreneuriale dans le secteur formel devrait aussi rester un objectif permanent, en particulier dans les secteurs de services où la concurrence demeure moins dynamique que dans les activités exposées aux échanges internationaux. ■*

### **La réforme du marché du travail est-elle la première des priorités ?**

La réglementation du marché du travail demeure l'une des plus rigides de la zone OCDE, même après la mise en œuvre du programme pour l'emploi de 2008. Priorité doit être donnée aux réformes visant à :

- *réduire les coûts de l'emploi légal de travailleurs peu qualifiés en maîtrisant la croissance des salaires minimums obligatoires et en créant un cadre pour moduler les salaires minimums selon les secteurs et les régions ;*
- *continuer de réduire les taux des prélèvements sociaux obligatoires et renforcer le rôle des régimes d'épargne volontaire dans le financement du système de sécurité sociale ;*
- *rendre les contrats de travail permanents plus flexibles en réduisant la protection obligatoire de l'emploi et en favorisant les formes de protection négociées ; faciliter les modalités d'emploi plus souples telles que les contrats à durée déterminée et les missions d'intérim ; et*
- *éliminer les seuils de taille pour l'application de la loi sur le travail. ■*

### **Pourquoi la transparence financière est-elle essentielle ?**

Les marchés du crédit aux entreprises sont aujourd'hui embryonnaires en Turquie. L'amélioration de la transparence est le principal impératif pour le développement de marchés des prêts bancaires à moyen et long terme, des titres du secteur privé, des placements privés de fonds propres et des actions cotées. Ces sources de capital ont toutes un rôle à jouer dans le renforcement de la productivité et de la compétitivité des entreprises du

secteur formel. Trois aspects particulièrement importants ont été traités par les autorités, mais les progrès sont plus lents que prévu :

- passage aux règles de Bâle II pour les services bancaires aux entreprises ;
- adoption d'un nouveau code commercial stipulant que les entreprises de toutes tailles doivent produire des comptes vérifiés par des auditeurs externes ; et
- modernisation des registres de garanties et du régime de nantissement.

*Les autorités devraient détecter les obstacles aux progrès dans ces domaines et poursuivre leurs efforts pour accroître la transparence financière et favoriser ainsi le développement de marchés financiers formels.*

L'application des réglementations commerciales s'est récemment intensifiée et l'on ne peut que s'en féliciter. Mais si les réformes structurelles ne sont pas approfondies en parallèle, de manière à réduire le coût des activités industrielles et commerciales dans le secteur formel, il peut en résulter des pertes de production et d'emploi. *Les autorités devraient élaborer et mettre en œuvre une « stratégie de formalisation » intégrée associant la poursuite de réformes structurelles dans les domaines les plus prioritaires et une application plus stricte des règles et réglementations.* ■

#### Pour plus d'informations

Pour de plus amples informations à propos de cette Synthèse, veuillez contacter : Rauf Gönenç, e-mail : rauf.gonenc@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 94 04.

Rina Bhattacharya, e-mail : rina.bhattacharya@oecd.org, tél. : +33 1 45 24 14 71.



## Références



**Études économiques :** Les *Études économiques* examinent les économies des pays membres et, de temps en temps, certains pays non membres. Il y a environ 18 études réalisées chaque année. Elles sont disponibles individuellement ou par abonnement. Pour plus d'informations, veuillez consulter la section des périodiques de la librairie en ligne de l'OCDE à l'adresse Internet suivante : [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie).

**Pour plus d'informations :** De plus amples renseignements concernant les travaux du Département des affaires économiques de l'OCDE, y compris des informations sur d'autres publications, des données statistiques, et des documents de travail sont disponibles pour téléchargement sur le site Internet à l'adresse : [www.oecd.org/eco-fr](http://www.oecd.org/eco-fr).

**Perspectives économiques n° 83**, juin 2008. Pour plus d'informations concernant cette publication veuillez visiter le site Internet de l'OCDE : [www.oecd.org/eco/perspectiveseconomiques](http://www.oecd.org/eco/perspectiveseconomiques).

**Réformes économiques : Objectif croissance** – Édition 2008. Pour plus d'informations concernant cette publication veuillez visiter le site Internet de l'OCDE : [www.oecd.org/economie/objectifcroissance2008](http://www.oecd.org/economie/objectifcroissance2008).

---

Les publications de l'OCDE sont en vente sur notre librairie en ligne :  
[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

Les publications et les bases de données statistiques de l'OCDE sont aussi disponibles sur notre bibliothèque en ligne : [www.SourceOCDE.org](http://www.SourceOCDE.org)

---

## Où nous contacter ?

### SIÈGE DE L'OCDE DE PARIS

2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : (33) 01 45 24 81 67  
Fax : (33) 01 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

### ALLEMAGNE

Centre de l'OCDE de Berlin  
Schumannstrasse 10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 288 8353  
Fax : (49-30) 288 83545  
E-mail : [berlin.centre@oecd.org](mailto:berlin.centre@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/berlin](http://www.oecd.org/berlin)

### ÉTATS-UNIS

Centre de l'OCDE  
de Washington  
2001 L Street N.W., Suite 650  
WASHINGTON DC 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

### JAPON

Centre de l'OCDE de Tokyo  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

### MEXIQUE

Centre de l'OCDE du Mexique  
Av. Presidente Mazaryk 526  
Colonia: Polanco  
C.P. 11560 MEXICO, D.F.  
Tél. : (00 52 55) 9138 6233  
Fax : (00 52 55) 5280 0480  
E-mail : [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/centrodemexico](http://www.oecd.org/centrodemexico)

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques de la Direction des relations publiques et de la communication. Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.